

**Réponse à la Consultation publique**  
**“Modalités permettant la coexistence entre les réseaux 5G**  
**dans la bande 3,4 – 3,8 GHz et les stations terriennes du**  
**service fixe du satellite dans la bande 3,8 – 4,2 GHz en**  
**France métropolitaine”**

(Version publique)

**À : Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse**

En réponse à la consultation publique sur les “Modalités permettant la coexistence entre les réseaux 5G dans la bande 3,4-3,8 GHz et les stations terriennes du service fixe du satellite dans la bande 3,8-4,2 GHz en France métropolitaine” (ci-après dénommée “Modalités de la coexistence”) publié par votre Autorité le 27 juillet dernier, nous avons l’honneur d’aborder les éléments suivants après avoir fait une étude approfondie :

- 1) Conformément aux articles 27 et 40 de la *Convention de Vienne sur les relations diplomatiques*, il incombe à l’État accréditaire de permettre et protéger la libre communication des missions diplomatiques pour toutes fins officielles. Figurant parmi les principales infrastructures de communication diplomatique de l’Ambassade de Chine, les stations terriennes du satellite de l’Ambassade sont censées être protégées.
- 2) Selon les autorités de régulation des radiocommunications chinoises, il est pratique courante d’établir une liste évolutive de

protection à long terme et de continuer à protéger les fréquences des stations terriennes satellite en bande C déclarées en vertu de la loi, ce qui aura un impact très limité sur le déploiement des stations de base 5G.

3) Les sites [SDA] déclarés par l'Ambassade de Chine sont uniquement utilisés pour la réception de signaux satellite dans la bande 3,8-4,2 GHz, et n'en émet aucun. Ceci dit, il n'existe que des risques d'interférence unidirectionnelle des stations de base 5G envers les stations terriennes satellite utilisées par l'Ambassade de Chine.

Étant donné des éléments ci-dessus, l'Ambassade de Chine en France a l'honneur d'inviter votre Autorité d'offrir de la protection nécessaire à l'Ambassade sur ses droits dans ses sites [SDA] conformément aux dispositifs de protection liés au "risque d'impact modéré" définis dans la partie 2.2 des "Modalités de la coexistence" et en sera profondément reconnaissante.

Ambassade de Chine  
Fait à Paris, le 25 octobre 2021